



N° de résolution  
ou annotation

PROVINCE DE QUÉBEC  
MRC DE LA RIVIÈRE DU NORD  
**MUNICIPALITÉ DE SAINT-HIPPOLYTE**

**RÈGLEMENT N°1189-19 POURVOYANT À L'APPROPRIATION DES SOMMES REQUISES ET À L'IMPOSITION DES TAXES ET COMPENSATIONS POUR RENCONTRER LES OBLIGATIONS DE LA MUNICIPALITÉ POUR L'EXERCICE FINANCIER 2020.**

ATTENDU QUE suite à l'adoption du budget par le conseil municipal, il y a lieu d'imposer et de prélever les taxes et compensations nécessaires pour se procurer les revenus pour rencontrer les dépenses prévues au budget 2020;

ATTENDU QUE l'article 205 de la *Loi sur la fiscalité municipale* prévoit que la Municipalité peut imposer le paiement d'une compensation pour services municipaux à l'égard des immeubles exempts de taxe foncière et visés aux paragraphes 4, 5, 10, 11, 12 et 19 de l'article 204 de la même Loi;

ATTENDU QUE conformément à l'article 445 du *Code municipal du Québec*, le règlement a été précédé de la présentation d'un projet de règlement et d'un avis de motion donné à la séance du 10 décembre 2019;

EN CONSÉQUENCE

Le conseil municipal statue ce qui suit :

**ARTICLE 1. VARIÉTÉ DE TAUX DE LA TAXE FONCIÈRE GÉNÉRALE ET SPÉCIALE**

1.1. Catégories d'immeubles

Pour les fins du présent règlement, il est créé deux (2) catégories d'immeubles pour lesquelles la Municipalité fixe différents taux de la taxe foncière générale, tels que prévus à la *Loi sur la fiscalité municipale* (L.R.Q. c.F.2.1), à savoir :

- Catégorie des immeubles non résidentiels tels que définis à l'article 244.33 de la *Loi sur la fiscalité municipale*;
- Catégorie résiduelle, telle que définie à l'article 244.37 de la *Loi sur la fiscalité municipale*, laquelle catégorie est constituée à toutes fins pratiques des immeubles résidentiels situés sur le territoire de la Municipalité;

Une unité d'évaluation peut appartenir aux deux catégories.

1.2. Dispositions applicables

Les dispositions énoncées aux articles 244.29 et 244.64 de la *Loi sur la fiscalité municipale* (L.R.Q. c.F-2.1) s'appliquent intégralement au présent règlement comme si elles étaient ici récitées au long.

1.3. Taux de la taxe foncière générale

Il est par le présent règlement fixé, pour l'année 2020, un taux particulier de la taxe foncière générale de la catégorie résiduelle à la somme de 0,623 \$ par cent dollars (100 \$) de la valeur portée au rôle d'évaluation. Cette taxe est imposée et prélevée annuellement sur tout terrain, lot ou partie de lot avec toutes les constructions y érigées, s'il y en a, et sur les biens fonds ou immeubles incorporés auxdits fonds et définis à la loi;

1.4. Taux de la taxe foncière des immeubles non résidentiels

Il est par le présent règlement fixé, pour l'année 2020, un taux particulier de la taxe générale foncière de la catégorie des immeubles non résidentiels ou un immeuble résidentiel dont l'exploitant doit être titulaire d'une attestation de classification délivrée en vertu de la *Loi sur les établissements d'hébergement touristiques* (L.R.Q., c.E-15-1) à la somme de 1,053 \$ par cent dollars (100 \$) de la valeur portée au rôle d'évaluation et cette taxe est imposée et prélevée annuellement sur tout terrain, lot ou partie de lot avec toutes les constructions y érigées, s'il y en a, et sur les biens fonds ou immeubles incorporés auxdits fonds et définis à la Loi;

- 1.4.1. Toutefois, n'est pas assujettie à cette taxe une unité d'évaluation qui est constituée uniquement d'une exploitation agricole enregistrée conformément à un règlement pris en vertu de l'article 36.15 de la *Loi sur le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation* (L.R.Q., c.M-14), qui est entièrement inscrite à un certificat visé à l'article 220.2 de la *Loi sur la fiscalité municipale* (L.R.Q., c.F-2.1), ou qui est



N° de résolution  
ou annotation

constituée uniquement d'un terrain non exploité, d'une étendue d'eau ou de l'un et de l'autre;

1.4.2. N'est pas assujettie à cette taxe une unité d'évaluation qui constitue uniquement la dépendance d'une unité entièrement composée d'immeubles résidentiels non visés au paragraphe 1 de l'article 244.31 de la *Loi sur la fiscalité municipale* (L.R.Q., c.F-2.1).

1.5. Taux de la taxe foncière spéciale pour le service de la dette;

Il est par le présent règlement fixé, pour l'année 2020, sur tout immeuble imposable porté au rôle d'évaluation, un taux particulier de la taxe foncière spéciale pour le service de la dette à la somme de 0,087 \$ par cent dollars (100 \$) de la valeur portée au rôle d'évaluation et ce, pour acquitter le service de la dette payable par l'ensemble des contribuables. Ces taxes sont imposées et prélevées annuellement sur tout terrain, lot ou partie de lot avec toutes les constructions y érigées, s'il y en a, et sur les biens fonds ou immeubles incorporés auxdits fonds et définis à la Loi;

1.6. Compensations

Il est, par le présent règlement, imposé une compensation pour services municipaux pour chaque immeuble visé à l'un des paragraphes 10<sup>e</sup>, 11<sup>e</sup>, 12<sup>e</sup> et 19<sup>e</sup> de l'article 204 de la *Loi sur la fiscalité municipale*.

1.6.1. Le montant de la compensation prévue à l'article 205 de la *Loi sur la fiscalité municipale* à l'égard d'un terrain visé au paragraphe 12<sup>e</sup> de l'article 204 est établi en multipliant la valeur non imposable du terrain inscrit au rôle d'évaluation foncière par un taux de 0,0071 \$.

1.6.2. Le montant de la compensation prévue à l'article 205 de la *Loi sur la fiscalité municipale* à l'égard d'un immeuble visé à l'un des paragraphes 10<sup>e</sup>, 11<sup>e</sup> et 19<sup>e</sup> de l'article 204 est établi en multipliant la valeur non imposable de l'immeuble inscrit au rôle d'évaluation foncière par un taux de 0,006 \$.

## **ARTICLE 2. COMPENSATION POUR LE SERVICE DE CUEILLETTE, TRANSPORT ET DISPOSITION DES ORDURES MÉNAGÈRES, DES MATIÈRES RECYCLABLES ET DES MATIÈRES ORGANIQUES**

Une compensation pour le service de cueillette, de transport et de disposition des ordures ménagères, des matières recyclables et des matières organiques, selon chaque catégorie d'usagers indiquée ci-dessous, est exigée, pour l'exercice financier 2020, de tout propriétaire d'une maison, magasin ou autre bâtiment.

Le tarif de cette compensation pour chaque catégorie d'usagers est établi de la façon suivante :

Par unité de logement	185 \$
Établissement commercial	285 \$

La compensation pour le service de cueillette, de transport et de disposition des ordures ménagères, des matières recyclables et des matières organiques est payable par le propriétaire de l'immeuble en raison duquel elle est due et est assimilée à une taxe foncière imposée sur cet immeuble.

## **ARTICLE 3. COMPENSATION POUR LE SYSTÈME D'AQUEDUC**

Afin d'obtenir les sommes nécessaires pour l'entretien, la distribution et l'administration du système d'aqueduc, une compensation de 440 \$ est imposée et doit être prélevée à chaque usager de la catégorie résidentielle et de 510 \$ pour la catégorie des immeubles non résidentiels pour l'année 2020.

La compensation pour le service d'aqueduc est payable par le propriétaire de l'immeuble à raison duquel elle est due et elle est assimilée à une taxe foncière imposée sur cet immeuble.

## **ARTICLE 4. COMPENSATION POUR LE SERVICE DE VIDANGE DES FOSSES SEPTIQUES.**

Afin de pourvoir au paiement du service de vidange des fosses septiques, une compensation annuelle est imposée et doit être prélevée pour chaque fosse septique selon le type et les montants suivants :



N° de résolution  
ou annotation

### **Compensation annuelle**

Fosse septique qui requiert une vidange sélective	90 \$
Fosse scellée – pour la 1 <sup>re</sup> vidange	200 \$
Puisard	90 \$
Vidange totale (excluant les fosses scellées) – hors année 1	110 \$

### **Frais supplémentaires**

Fosse scellée – pour toutes vidanges supplémentaires	145 \$
Vidange sélective – hors année	160 \$
Vidange de puisard – hors année	180 \$
Frais pour non-accessibilité à la fosse	130 \$
Vidange un dimanche ou un jour férié :	340 \$
Vidange d'un élément épurateur ou station de pompage	0,30 \$ / gallon
Frais de déplacement pour vérifier un problème, sans faire la vidange	130 \$
Vidange des eaux ménagères	205 \$

### **Frais supplémentaires pour les vidanges totales (excluant les fosses scellées) – hors année**

Vidange totale - moins de 1 050 gallons	210 \$
Vidange totale de 1 050 à 1 500 gallons	225 \$
Vidange totale de 1 500 à 2 000 gallons	240 \$
Vidange totale de 2 000 à 2 500 gallons	670 \$
Vidange totale de 2 500 à 3 000 gallons	790 \$
Vidange totale de 3 000 à 3 500 gallons	900 \$
Vidange totale de 3 500 à 4 000 gallons	1 015 \$

Des frais supplémentaires de 105 \$ s'appliqueront lorsqu'il n'est pas possible de faire une vidange sélective dû à un mauvais fonctionnement de l'installation septique et qu'une vidange totale est requise, ou lorsque le propriétaire demande une vidange totale au lieu d'une vidange sélective.

Pour les fins d'application du présent règlement, le terme fosse septique signifie tout réservoir destiné à recevoir les eaux usées d'une résidence isolée, que ce réservoir soit conforme ou non aux normes prescrites par le *Règlement sur l'évacuation et le traitement des eaux usées des résidences isolées* (R.R.Q., 1981, c.Q-2, r.8), incluant les fosses scellées, les fosses de rétention et les puisards. Sont exclus de l'application de l'article 4 du présent règlement tout système d'égout autorisé par le ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, en vertu de l'article 32 de la *Loi sur la qualité de l'environnement*, dont le débit total quotidien est de plus de 3 240 litres et qui ne rejette pas exclusivement des eaux usées d'origine domestique.

La compensation et les frais supplémentaires prévus au présent l'article sont payables par le propriétaire et sont assimilables à une taxe foncière imposée sur l'immeuble desservi.

## **ARTICLE 5. DROIT DE MUTATION**

La Municipalité perçoit un droit de mutation sur le transfert de tout immeuble situé sur son territoire, calculé en fonction de la base d'imposition établie conformément à la *Loi concernant les droits sur les mutations immobilières*, selon les taux suivants :

- 1) Sur la tranche de la base d'imposition qui n'excède pas 51 700 \$ : 0,5 %
- 2) Sur la tranche de la base d'imposition qui excède 51 700,01 \$ sans excéder 258 600\$ : 1,0 %
- 3) Sur la tranche de la base d'imposition qui excède 258 600,01 \$ sans excéder 500 000\$ : 1,5 %
- 4) Sur la tranche de la base d'imposition qui excède 500 000 \$ : 3,0 %

Les dispositions énoncées au chapitre III.1 de la *Loi concernant les droits sur les mutations immobilières* (L.R .Q .c.D-15.1) s'appliquent intégralement.

Chacun des montants permettant d'établir les tranches des bases d'imposition prévues au présent article sont indexées conformément à la formule prévue à l'article 2.1 de la *Loi concernant les droits sur les mutations immobilières*.

## **ARTICLE 6. DROIT SUPPLÉTIF**

Un droit supplétif au montant de 200 \$ doit être payé dans tous les cas où survient le transfert d'un immeuble situé sur son territoire et où une exonération prive la Municipalité du paiement du droit de mutation à l'égard de ce transfert.

Lorsque la base d'évaluation du droit de mutation qui aurait autrement été payable est inférieure à 40 000 \$, le montant du droit supplétif est égal à celui du droit de mutation.



N° de résolution  
ou annotation

Les dispositions énoncées au chapitre III.1 de la *Loi concernant les droits sur les mutations immobilières* (L.R .Q .c.D-15.1) s'appliquent intégralement :

*Le droit supplétif n'a pas à être payé lorsque l'acte est relatif au transfert d'un immeuble en ligne directe, ascendante ou descendante, entre conjoints ou à un cessionnaire qui est le conjoint du fils, de la fille, du père ou de la mère du cédant ou qui est le fils, la fille, le père ou la mère du conjoint cédant et que le transfert résulte du décès du cédant.*

#### **ARTICLE 7. ÉCHÉANCES**

Toutes les taxes municipales et les compensations pour services municipaux peuvent être payées, au choix du débiteur, en un (1) seul versement ou en quatre (4) versements égaux, lorsque le total des taxes est égal ou supérieur à 300 \$.

Les taxes et compensations sont payables dans les trente (30) jours de la mise à la poste de la demande de paiement. Ces taxes et compensations peuvent être payées en quatre versements égaux et consécutifs tels qu'établis ci-après :

- Le versement unique ou le premier versement des taxes et compensations doit être effectué au plus tard le trentième (30<sup>e</sup>) jour qui suit l'expédition du compte;
- Le deuxième versement doit être effectué au plus tard le soixantième (60<sup>e</sup>) jour qui suit le premier versement;
- Le troisième versement doit être effectué au plus tard le soixantième (60<sup>e</sup>) jour qui suit le deuxième versement;
- Le quatrième versement doit être effectué au plus tard le soixantième (60<sup>e</sup>) jour qui suit l'écoulement du délai au cours duquel peut être effectué le troisième versement.

Lorsqu'un versement n'est pas effectué dans le délai prévu, seul le montant du versement échu est exigible, plus les intérêts courus. Les intérêts courent à compter de la date prévue du paiement plus un (1) jour, et ce, jusqu'à la date de réception du paiement.

#### **ARTICLE 8. TAUX D'INTÉRÊT**

Tout compte échu porte intérêt au taux de 13 % par année. S'il y a un non-paiement desdites compensations ou taxes dans les délais prévus, le secrétaire-trésorier peut prélever les sommes dues, avec dépens, au moyen de la saisie ou de la vente des biens conformément à la Loi.

#### **ARTICLE 9. FRAIS D'ADMINISTRATION**

Lorsqu'un chèque ou un autre ordre de paiement requis à la Municipalité n'est pas honoré par le tiré, des frais d'administration au montant de 20 \$ seront réclamés au tireur du chèque ou de l'ordre.

#### **ARTICLE 10. ENTRÉE EN VIGUEUR**

Le présent règlement entre en vigueur conformément à la Loi.

#### **ADOPTÉ**

---

Bruno Laroche, maire

---

Marie-Ève Huneau, greffière et sec.-trés. adjointe

Avis de motion :	2019-12-347	12 novembre 2019
Dépôt du projet de règlement :	2019-12-347	12 novembre 2019
Adoption du règlement :	2020-01-015	21 janvier 2020
Avis public d'entrée en vigueur :		22 janvier 2020